

Annexe 4 : État du métier agricole en France

Voici quelques questions qui pourront éventuellement alimenter vos discussions suite à la lecture de ces documents :

- Quelle est la dynamique actuelle du milieu agricole en France ? (Nombre d'exploitations, tailles, spécialisations, surfaces moyennes, etc.)
- Quelles sont les responsabilités des institutions dans la dégradation du métier agricole ?
- Quels sont les rôles de la PAC et de la MSA dans l'agriculture française ?

DOCUMENT 5 : COMMENT LA PAC SOUTIENT-ELLE LE REVENU DES AGRICULTEURS ?⁵

Entretien avec Vincent Chatellier, économiste à INRAE et spécialiste de la Politique Agricole Commune (PAC), sur le soutien aux revenus des agriculteurs et leur dépendance aux aides. Cette dépendance résulte d'un choix politique de baisser les prix européens des produits agricoles pour les rendre compétitifs sur les marchés mondiaux. Les aides directes de la PAC compensent partiellement cet effet, mais peinent à couvrir les coûts de production pour de nombreux agriculteurs.

Le revenu des agriculteurs provient en grande partie des aides directes de la Politique agricole commune (PAC) qui représentent les deux tiers du budget de la PAC. Sans ces aides directes, beaucoup d'agriculteurs pourraient difficilement dégager un revenu pour leur ménage. Et même avec les aides, certaines exploitations restent déficitaires. Le taux de pauvreté est particulièrement élevé parmi les agriculteurs : environ 22 %. Comment expliquer et améliorer cette situation ? Entretien avec Vincent Chatellier, économiste mobilisé dans la Mission PAC d'INRAE.

⁵ « Comment la PAC soutient-elle le revenu des agriculteurs ? », INRAE, 8 mai 2021 [consulté le 4 septembre 2023].

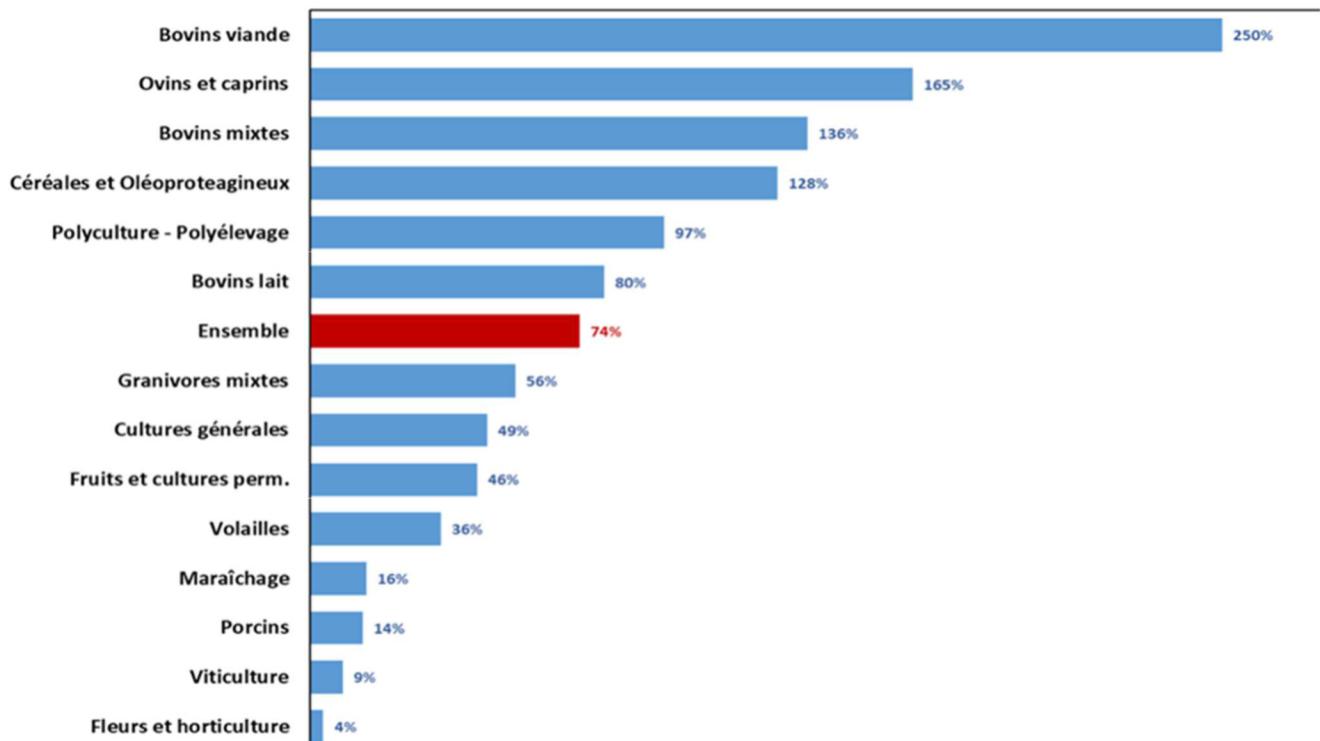


Figure 5 : Aides directes en % du RCAI (résultat courant avant impôt) en 2019 en France.

Les agriculteurs français sont-ils dépendants des aides directes de la PAC et pourquoi ?

Vincent Chatellier : La forte dépendance des agriculteurs aux aides directes est la résultante d'un système économique dans lequel, pour de nombreuses exploitations, le prix de vente des produits agricoles est insuffisant pour faire face aux coûts de production engagée.

C'est particulièrement vrai pour les productions (ruminants, céréales) dont les prix de vente ont été abaissés dans le cadre des réformes successives de la PAC pour les rendre plus proches des cours mondiaux. Ainsi, le poids des aides directes représente 250 % du revenu (RCAI : Résultat courant avant impôt) en 2019 pour les exploitations françaises spécialisées en viande bovine. Ce taux signifie que le revenu de ces exploitations serait largement négatif en l'absence des aides directes (-30 000 euros en moyenne nationale). Il faut néanmoins souligner qu'outre les aides directes, ce secteur productif est également protégé de la concurrence internationale par l'application de droits de douane sur les produits importés en provenance de pays plus compétitifs, dont ceux du Mercosur.

Compte tenu des instruments adoptés dès le début des années soixante dans le cadre de la PAC, la dépendance aux aides directes est, en revanche, nettement plus faible dans d'autres secteurs productifs, dont l'horticulture, le maraîchage, la viticulture, les productions porcine ou avicole.

Les revenus au sein de l'agriculture française sont-ils hétérogènes ?

V. C. : La dispersion des revenus par agriculteur est très grande au sein de l'agriculture française. En effet, le RCAI par unité de travail agricole non salariée s'échelonne de 69 500 euros par an pour les 10 % les plus élevés, à 8 400 euros par an pour les 10 % les plus bas (en moyenne sur dix ans), la valeur moyenne se situant à 29 500 euros par an. Les exploitations orientées vers les productions de ruminants (viande bovine, viande ovine, production laitière) dégagent des revenus qui sont, en moyenne, inférieurs à ceux des unités viticoles ou de grandes cultures.

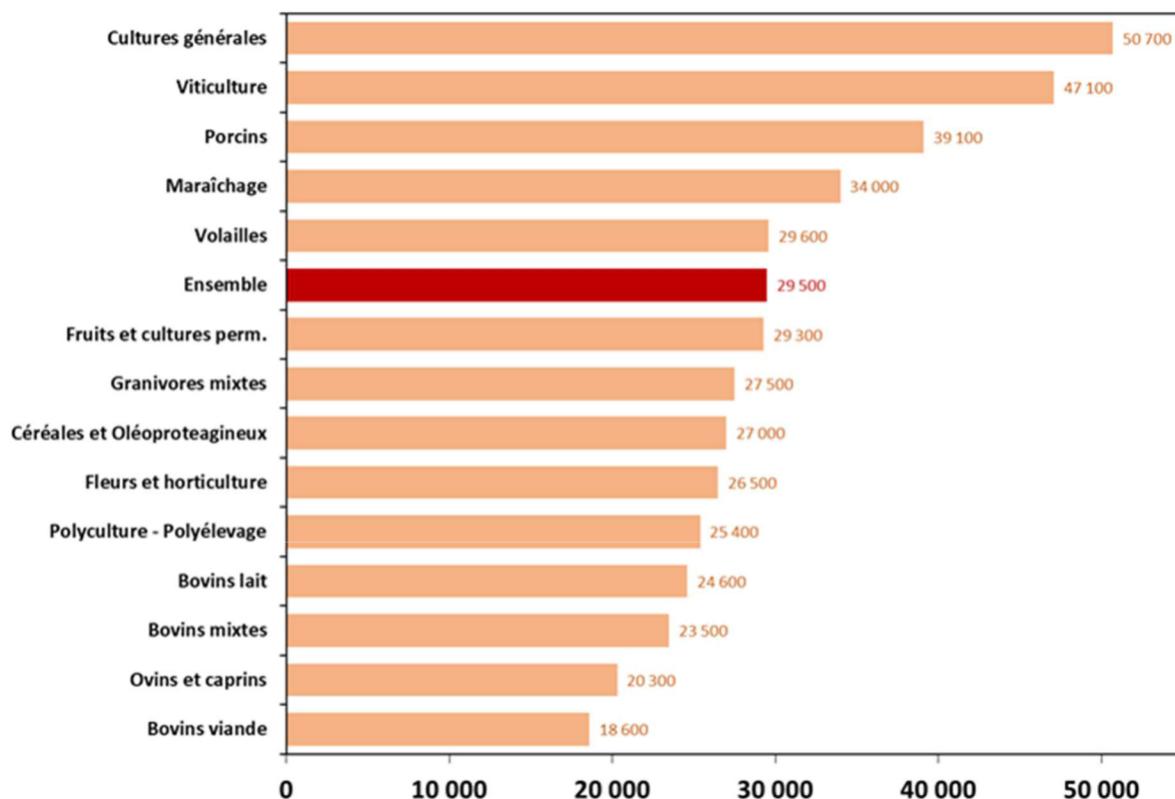


Figure 6 : RCAI moyen par an et par Unité de travail non salariée (UTA) (en euros constants 2019), calculé sur dix ans (2010-2019)